

# **La 15<sup>ème</sup> Élection locale unifiée (commune) de 2003 au Japon**

HASEGAWA Ken

## **第15回統一地方選挙（市町村）に関して**

長谷川 憲

- I) Introduction
- II) Le système de l'autonomie local au Japon
  - a) Le système
  - b) Les attributions
- III) Le système de l'élection locale au Japon
  - a) La 15<sup>ème</sup> élection locale unifiée de 2003
  - b) L'élection départemetale et communale
- IV) Les aspect de l'élection locale
  - a) Les candidats MUTOHA (sans étiquette politique)
  - b) L'abaissement de la force centripète d'organisation locale
  - c) La tendance à devenir toute une majorité de l'assemblée locale
  - d) Le duel entre "le Parti Libéral Démocrate contre le Parti Démocrate"
  - e) La question de travaux publics
- V) Le problème de l'élection locale
  - a) Le taux de scrutin
  - b) La baisse du taux du scrutin
- VI) Conclusion

## I ) Introduction

A la date du 27 avril 2003, il y a eu le vote de 15<sup>ème</sup> élection communale unifiée. Cette dernière comporte l'élection des maires et des conseillers municipaux, et celles des maires d'arrondissements spéciaux de TOKYO et des conseillers d'arrondissements spéciaux de TOKYO. En outre, il y a eu l'élection partielle des députés (7<sup>ème</sup> circonscription d'IBARAGI et 6<sup>ème</sup> circonscription de TOKYO), et l'élection partielle de sénateur (circonscription d'IBARAGI)

L'union des municipalités a été l'un des grands arguments de cette élection, notamment celle des maires comportant cet argument. La bataille chaude s'est déroulée entre le promoteur d'union et l'opposant (y compris le prudent). Le choix a été partagé en deux. D'une part il y a un sentiment des habitants de réaliser la renaissance de la localité à travers l'union, d'autre part il y a un sentiment fort des habitants de considérer l'originalité de la localité. En outre, il y a une résistance contre le promoteur de cette union menée par le gouvernement. Ce sont les causes principales du partage d'opinion.

A l'occasion de cette élection des maires, les circonscriptions ayant eu la question de l'union comme l'argument principal sont au total 37 municipalités. Les élus du prudent et de l'opposant sont 14 et ceux du promoteur sont 13. Le résultat a été partagé.

L'illustration traduisant le caractère de cette élection est mentionnée ci-après. Dans le cas de l'union du village de YAMAGUCHI au département de NAGANO avec la ville de NAKATSUGAWA au département de GIFU, la question d'oui ou non s'est posée en matière "d'union au-delà de la limite des départements". Le maire sortant de fraction du promoteur d'union (66 ans) a battu le conseiller sortant du village appartenant à celle du prudent et a eu 3<sup>ème</sup> mandat. En ce qui concerne la question de la ville de TAKAISHI ayant eu l'argument d'union avec la ville de SAKAI au département d'OSAKA, l'élection a eu lieu en même temps en matière de référendum local pour demander oui ou non d'union, et d'élection de maire et des conseillers de la ville. Le résultat du référendum est ce que la voie de l'opposition de l'union a été supérieure à celle de l'approbation. Quant à l'élection du maire, le nouveau (46 ans) ex-conseiller de la ville ayant fait la promesse électorale de "l'opposition de l'union" a également battu le maire sortant de fraction du promoteur. A l'élection du maire de HIRATSUKA ayant eu l'argument de "le plan de ville de SHONAN" à travers l'union des municipalités, la femme conseiller sortante de la ville (64 ans) soutenant "faire table rase" a battu le maire sortant appartenant à la fraction du promoteur d'union ayant pour but d'obtenir 3<sup>ème</sup> mandat. En outre, à l'élection de bourg de TAKANOSU au département d'AKITA, le nouveau (66 ans) appartenant au promoteur d'union a largement battu le maire sortant ayant soutenu "l'autonomie à travers le renforcement de la sécurité sociale"

## II ) Le système de l'autonomie locale au Japon

### a) Le système

La collectivité locale au Japon se nomme généralement “CHIHO-KOKYO-DANTAĪ = la collectivité publique locale (en expression usuelle “CHIHO-JICHITAĪ = la collectivité autonome locale”)”. Elle est distinguée par les deux catégories, l'une est la collectivité publique locale ordinaire comme les départements (TO, DO, FU et KEN)<sup>1</sup> et les communes (SHI, CHO et SON)<sup>2</sup>, l'autre est la collectivité publique locale spéciale portant le but et le caractère spécial ainsi que le syndicat, l'arrondissement des biens, et les services locaux d'exploitation de collectivité publique locale, et les 23 arrondissements de TOKYO (les arrondissements spéciaux). En effet, dans le cas de la collectivité publique ordinaire et des arrondissements de TOKYO, le maire élu par l'élection représente la collectivité locale et sont responsables d'exécution et de gestion d'administration juridiquement confiée par l'Etat et d'administration autonome ainsi qu'un organe d'exécution à l'égard de l'assemblée locale. Dans le système de l'autonomie locale, les habitants ont le droit d'élire directement le gouverneur, le maire, les conseillers départementaux et les conseillers communaux. Sur ce point, le système d'élection nationale est différent parce que les députés et les sénateurs sont seulement élus, et le Premier ministre est élu indirectement<sup>3</sup>. Dans le système d'élection locale avant la Seconde guerre mondiale, le système est ce que l'Etat désigne les préfets et le droit d'élire les conseillers locaux a été octroyé selon le montant des impôts<sup>4</sup>.

### b) Les attributions

Dans le système de l'autonomie locale, le gouverneur, le maire et les conseillers départementaux et les conseillers communaux sont élus par l'élection directe et ils sont responsables directement à l'égard des habitants. En outre, le gouverneur et le maire ont le pouvoir de nommer avec le consentement de l'assemblée locale les membres des différentes commissions administratives placées sous ces derniers. Ainsi que les commissions administratives principales, il y a la commission de surveillance, la commission d'éducation publique, la commission chargée du problème d'administration personnel, la commission chargée la gestion d'élection, la commission départementale de la sécurité publique, la commission d'impartialité, la commission départementale de travail, la commission d'expropriation, la commission d'agriculture, la commission d'évaluation

---

1 Un TO, un DO, deux FU et 43 KEN.

2 Voir p. 12 de “ Le caractère de la réforme relative à l'autonomie locale en cours au Japon” (Université Kogakuin Kenkyuronso N°37-2, janvier 2000) de HASEGAWA Ken.

3 Premier ministre est nommé par les députés et les sénateurs (L'article 67 de la Constitution Japonaise de 1946).

4 Voir pp. 174-5 de “La constitution et le temps” (L'Hermès, janvier 2003) de HASEGAWA Ken.

des biens immobiliers, etc.

Les assemblées locales composés par les représentants élus des habitants sont également un organe de la collectivité autonome locale aussi important que celui des gouverneurs et maires. Ils portent les attributions étendues : l'institution, la modification et l'abolition des JYÔREI (la loi locale légiférée par l'assemblée locale), l'élaboration et l'exécution du budget, l'investigation des administrations des collectivités locales, etc. En outre, les attributions importantes des assemblées locales sont l'inspection et la censure en matière de l'administration de la collectivité locale et l'administration d'Etat confiée par la loi exécutée par le gouverneur et le maire, la requête de surveillance demandée par les membres de surveillance, le consentement à l'administration du personnel effectuée par les hauts fonctionnaires comme le vice-gouverneur (département), le maire adjoint (commune), etc.

### III) Le système de l'élection locale au Japon

#### a) La 15<sup>ème</sup> élection locale unifiée de 2003

L'élection locale unifiée de l'année 2003 est à la 15<sup>ème</sup> reprise ci-après. Depuis l'établissement de la Loi relative à l'autonomie locale en 1947, l'élection est organisée en deux, soit au niveau des départements étant la première moitié (le 13 avril 2003), soit au niveau des communes étant la seconde moitié (le 27 avril 2003).

L'élection locale unifiée est celle d'élire le gouverneur, le maire, et les conseillers toutes à la fois. Et depuis 1947 elle organise dans toutes les collectivités locales chaque 4 ans<sup>5</sup>.

Naturellement, il existe l'élection locale ayant lieu à l'autre période. Par exemple, l'absence de maire en raison de corruption ou décès, etc., la dissolution en raison de soi-dissant le brouillard noir de l'assemblée locale de TOKYO<sup>6</sup>, la révocation du gouverneur de NAGANO<sup>7</sup> effectuée ces dernières par l'assemblée départementale, etc., ce sont les événements exceptionnels. Cependant, à présent plus de la moitié des collectivités locales effectuent l'élection à la différente période.

A la différence de l'institution de maire, l'assemblée locale ne possède pas originellement le système de la dissolution, mais la loi spéciale a été élaborée à l'occasion de la révocation en raison des affaires de l'injustice (dite le brouillard noir) des conseillers de l'assemblée locale de TOKYO survenue en 1965. Il a été prévu que "la dissolution autonome" du parlement local est effectuée seulement lorsque l'injustice a été commise et que l'élection sera effectuée par suite.

---

5 En plus les certains fonctionnaires spéciaux par exemple les commissaires agricoles aussi élus par l'élection spéciale.

6 le 14 juin 1965

7 le 5=16 juillet 2002

## **b) L'élection départementale et communale**

L'élection locale unifiée est effectuée séparément, la première partie pour élire les gouverneurs des départements et les conseillers de ces derniers, et la seconde partie pour élire les maires et les conseillers des communes. Or, le droit de vote est accordé aux habitants de plus de 20 ans résidant dans la circonscription depuis plus de 3 mois. Quant à l'éligibilité, dans le cas de gouverneur elle est plus de 30 ans, dans le cas de maire elle est plus de 25 ans, et dans le cas des conseillers départementaux et communaux elle est plus de 25 ans résidant dans la circonscription.

En ce qui concerne la question d'éligibilité de gouverneur et de maire, la condition de la résidence n'est pas demandée, mais l'éligibilité des conseillers départementaux et communaux est limitée aux habitants de la circonscription. C'est la raison de donner les assemblées locales le sens d'organe de devoir représenter les habitants.

Quant au droit de vote pour élire le gouverneur, le maire et conseillers, il faut la condition de plus de l'âge de 20 ans révolus et celle de résider continuellement dans la circonscription de la commune concernée depuis plus de 3 mois.

## **IV) Les aspect de l'élection locale**

### **a) Les candidats MUTOHA (sans étiquette politique)**

A l'occasion de l'élection des chefs (maire = SHICHO) de 123 villes ayant été l'objet d'élection de la seconde moitié de l'élection locale unifiée au suffrage du 27 avril, on a constaté la particularité suivante.

La particularité la plus importante est ce qu'à la présente élection soi-disant les maires "MUTOHA = sans étiquette politique" n'ayant pas été investis, recommandés ou soutenus, par les partis politiques existants ont été élus contre les candidats investis, recommandés ou soutenus par les partis. Leur nombre a été supérieur à 50 pour cent (65 ou 66 élus pour 123).

A la dernière élection (le 25 avril 1999), les 62 candidats se sont présentés sans investiture, ni recommandation et ni soutien de la part des partis. Mais, il y a eu cette fois les 195 candidats en tant que candidats "MUTOHA = sans étiquette politique". Parmi eux, les 31 nouveaux candidats ont défié contre les sortants recommandés par partis et ont été élus contre les sortants dans les 5 villes, par exemple la ville de HIMÉJI au département de HYÔGO et la ville de TAKAÏSHI au département d'OSAKA, etc. Dans le cas de 7 villes, comme la ville de HIRATSUKA au département de KANAGAWA, les nouveaux ont été élus dans la bataille entre les candidats "MUTOHA = sans étiquette politique". Par conséquent, les nouveaux "MUTOHA = sans étiquette politique" sont élus dans 12 villes.

En outre, il a été remarqué que les sortants ayant été élus à la dernière élection grâce à la recommandation des partis ne se sont pas présentés cette fois par la recommandation. Les 5 maires sortants de ville d'INAGI à TOKYO, de la ville de NARASHINO au département de CHIBA, de la ville de YAMATO au département de KANAGAWA, de la ville de NAGASAKI et de la ville de SASEBO au département de NAGASAKI, se sont présentés à la dernière élection en tant que les candidats communs ("AĪNORI") recommandés par la majorité et les oppositions. Mais, ils se sont présentés et sont élus cette fois en tant que les candidats ("MUTOHA = sans étiquette politique") n'appartenant pas au parti.

En reflétant la tendance à l'écart du parti politique et des électeurs (la répulsion pour le parti politique), on peut dire davantage que les chefs des localités ont mis à une certaine distance à l'égard des partis politiques existants.

**TABLEAU 1 (Résultat de l'élection de maire de 123 villes)**

<b>(HOKKAIDO)</b>					
HAKODATÉ	● 56,76	OTARU	— 61,52	MURORAN	— ////
KITAMI	— 69,41 ▼	YUBARI	○ 84,91	TOMAKOMAĪ	● 65,17 ▼
WAKKANAI	○ 73,62 ▼	ASHIBÉRU	○ ////	ÉBÉTU	● 59,80 ▼
AKAHIRA	○ 83,14 ▼	MIKASA	○ 81,75	CHITOSÉ 千歳	● 63,29
TAKIGAWA	● 72,13 ▼	SUNAGAWA	— 76,35 ▼	DATÉ	— ////
<b>(IWATÉ)</b>					
KITAKAMI	● 49,50 ▼	KUJI	○ 85,08	KAMAISHI	○ 74,17
<b>(MIYAGI)</b>					
SHIOGAMA	○ 66,14 ▼				
<b>(AKITA)</b>					
NOSHIRO	○ 80,07	ODATÉ	● 77,29 ▼		
<b>(YAMAGATA)</b>					
SAKATA	● 71,51 ▼				
<b>(FUKUSHIMA)</b>					
AĪZUWAKAMATSU	○ 69,65				
<b>(IBARAGI)</b>					
MITO	— 51,64	HITACHI	— ////	FURUKAWA	○ 71,04
MIZUKAĪDO	● 78,55 ▼	TORITÉ	○ 50,64		
<b>(TOCHIGI)</b>					
UTUNOMIYA	○ 50,41	TOCHIGI	● 61,35 ▼		
<b>(GUNMA)</b>					
TAKASAKI	● 59,72 ▼	KIRYU	○ 73,44 ▼	OTA	○ ////
<b>(SAĪTAMA)</b>					
GYODA	○ 69,54 ▼	CHICHIBU	○ 80,60	KITAMOTO	○ 63,33 ▼
HIDAKA	● 65,11 ▼				
<b>(CHIBA)</b>					
SAWARA	○ 72,08 ▼	NARITA	○ 60,94	SAKURA	● 51,93
NARASHINO	○ 49,31 ▼	NAGARÉYAMA	○ 54,08		

<b>(TOKYO)</b>					
MUSASHINO	● 50,44 ▼	MITAKA	● 44,54	KOGANEÏ	● 44,89
HIGASHIMURAYAMA	— 49,31 ▼	KUNITACHI	● 5 5,64	HIGASHIYAMATO	○ 56,63 ▼
KIYOSÉ	● 55,37 ▼	INAGI	○ 55,97 ▼		
<b>(KANAGAWA)</b>					
HIRATSUKA	○ 53,58 ▼	CHIGASAKI	● 49,04	YAMATO	○ 47,13 ▼
MINAMIASHIGARA	○ 74,10 ▼				
<b>(NIIGATA)</b>					
SANJO	○ ////	KAMO	● 75,41 ▼	TOYOE	○ ////
<b>(FUKUI)</b>					
TSURUGA	— 75,83 ▼				
<b>(YAMANASHI)</b>					
FUJIYOSHIDA	○ 85,64 ▼	MINAMIARUPUSU	○ 70,31		
<b>(NAGANO)</b>					
SUWA	○ 72,49 ▼	CHINO	○ ////		
<b>(GIFU)</b>					
TAJIMI	○ 68,51 ▼	TOKI	○ 73,32	YAMAGATA	○ ////
<b>(SHIZUOKA)</b>					
HAMAMATSU	● 56,21 ▼	FUJINOMIYA	○ 72,21		
<b>(AÏCHI)</b>					
SÉTO	● 57,19 ▼	TSUSHIMA	● 65,28	INUYAMA	● 64,63 ▼
KONAN	● 63,39 ▼	BISAÏ	○ 56,55	TOYOAKÉ	● 56,75 ▼
SHINSHIRO	● 79,80 ▼				
<b>(MIÉ)</b>					
MATSUSAKA	— ////	SUZUKA	○ 63,73 ▼		
<b>(KYOTO)</b>					
HYUGA	● 48,66	KYOTANABÉ	● 57,87 ▼		
<b>(OSAKA)</b>					
IKÉDA	○ 2,28 ▼	SUÏTA	— 41,54 ▼	TAKATSUKI	● 46,37
MAKIGATA	○ 45,74	YAO	● 52,02	TONDABAYASHI	● 56,25
NÉYAGAWA	○ 45,34	TAKAISHI	○ 72,56	FUJÏDÉRA	● 62,07
OSAKASAYAMA	○ 57,41				
<b>(HYOGO)</b>					
HIMÉJI	○ 58,03 ▼	AKASHI	● 50,92	ASHIYA	● 54,34
TAKARAZUKA	● 50,38	SHINOYAMA	○ 55,94 ▼		
<b>(NARA)</b>					
YAMATOTAKADA	● 64,78				
<b>(WAKAYAMA)</b>					
SHINGU	○ 80,22				
<b>(TOTTORI)</b>					
YONAGO	○ 63,31 ▼				
<b>(SHIMANÉ)</b>					
IZUMO	— ////	HIRATA	○ ////		
<b>(OKAYAMA)</b>					
TSUYAMA	● 71,89	BIZEN	● 63,14 ▼		
<b>(HIROSHIMA)</b>					
ONOMICHI	— ////	INNOSHIMA	● 74,82 ▼		
<b>(YAMAGUCHI)</b>					
SHIMONOSEKI	○ 58,57 ▼	IWAKUN	○ 70,38 ▼		

(TOKUSHIMA)			
NARUTO	○ 71,64 ▼		
(KAGAWA)			
TAKAMATSU	○ 55,06 ▼	MARUGAME	○ 66,59      HIGASHIKAGAWA ○ 74,35
(ÉHIMÉ)			
MATSUYAMA	— 30,20 ▼	YAWATAHAMA	○ 82,29
(FUKUOKA)			
NOUGATA	○ 71,26 ▼	TAGAWA	● 79,02 ▼      KASUGA ○ 52,49 ▼
MUNAKATA	● 41,88	DAZAIŦFU	○ ////
(SAGA)			
KARATSU	● 73,28 ▼		
(NAGASAKI)			
NAGASAKI	○ 57,63 ▼	SASÉBO	○ 60,23 ▼
(KUMAMOTO)			
HITOYOSHI	○ 84,98		
(OŦTA)			
OŦTA	○ 55,41	BÉPPU	○ 73,44 ▼
(MIYAZAKI)			
KOBAYASHI	○ 77,96 ▼		
(OKINAWA)			
GINOWAN	— 55,54		

[légnde]  
(HOKKAIDO) = nom de département, HAKODATÉ = nom de ville.  
\* ○ = élu , ● = battu , — = pas de candidat sans étiquette, //// = inconnu.  
\*\* ▼ = le plus bas résultat depuis la Seconde guerre mondiale.  
\*\*\* MINAMIARUPUSU, HIGASHIKAGAWA et MUNAKATA, Ce sont des la premières élections depuis l'annexion des communes.

**b) L'abaissement de la force centripète d'organisation locale**

Ainsi que les candidats recommandés par les partis politiques ont été élus, la force centripète d'organisation locale a explicitement baissé. Dans le cas de la ville de TSUSHIMA au département d'AïCHI, le parti libéral démocrate a échoué l'ajustement des candidats et a recommandé les 2 candidats. L'un des candidats recommandés a été élu et la position de la majorité de politique de la ville a été maintenue. Mais, on peut dire sûrement qu'a baissé la force centripète d'organisation locale.

Cette tendance a été constatée dans la première moitié de l'élection locale unifiée au suffrage du 13 avril. A l'occasion de l'élection du gouverneur du département de SAGA, la section départementale du parti libéral démocrate a échoué l'ajustement des candidats et a dû soutenir les 4 candidats. Cela a été la même erreur.

**c) La tendance à devenir toute une majorité de l'assemblée locale**

D'autre part, à l'occasion de la dernière élection des maires, les 41 candidats parmi des 59



ont été élus par l'élection du modèle commun recommandé par la majorité et les oppositions. Le nombre des candidats communs ("AïNORI") a cette fois diminué à 32. Par conséquent, la tendance à devenir toute une majorité d'un conseil local s'est arrêtée pour le moment.

Selon le résultat de l'élection des conseillers municipaux, les 6.718 conseillers "sans étiquette politique = sans appartenance au parti politique" ont été également élus et ont pris 65,56% de 10.246 sièges totaux. Généralement parlant, parmi les élus appartenant aux partis, le Parti Communiste et le Parti Social Démocrate ont diminué cette fois le nombre des élus et les autres partis ont maintenu celui des élus. Selon le résultat de l'élection des conseillers municipaux, d'une part l'écart du parti et des électeurs est poussée, d'autre part les élues et les nouveaux élus ont été davantage élus. Telle a été une particularité.

#### **d) Le duel entre "le Parti Libéral Démocrate contre le Parti Démocrate"**

Le duel entre "le Parti Libéral Démocrate contre le Parti Démocrate" à travers les candidats recommandés ou soutenus par le Parti Libéral Démocrate et le Démocrate s'est déroulé 6 villes et 2 arrondissements spéciaux. A la ville de MUSASHINO et de KOGANÉI, et à l'arrondissement d'ITABASHI de TOKYO, et à la ville de KITAMI de HOKKAIDO, les sortants recommandés par le Parti Libéral Démocrate ont battu les nouveaux recommandés par le Parti Démocrate, etc. A l'arrondissement de NÉRIMA de TOKYO, et à la ville de TAKARAZUKA de HYOGO, les nouveaux se sont battus et le candidat recommandé par le Parti Libéral Démocrate a triomphé. En revanche, à l'élection du maire de GINOWAN d'OKINAWA, le nouveau recommandé par le Parti Démocrate, etc., a défendu "l'opposition contre le transfert de la base militaire américaine de FUTÉNMA à l'intérieur du département" et a battu le nouveau soutenu par le Parti Libéral Démocrate ayant défendu " le groupe du consentement du transfert à l'intérieur du département". A la ville de KUNITACHI de TOKYO, la maire sortante recommandée par le Parti Démocrate, etc., a été réélue.

Sous l'angle du parti politique, la supériorité d'organisation du Parti Libéral Démocrate a été remarquée ainsi que la tendance générale en cours d'avancement de "l'écart du parti politique et des électeurs (la répulsion pour le parti politique)". En revanche, la faiblesse d'organisation du Parti Démocrate a été remarquée.

Aux élections partielles de la Chambre des députés et de la Chambre des sénateurs déroulées parallèlement, la candidate du Parti Démocrate de 6<sup>ème</sup> circonscription à TOKYO a récupéré son siège perdu à cause d'un coup de poignard et de la mort du député appartenant au Parti Démocrate. Sauf cet événement, les candidats du groupe du Parti Libéral Démocrate ont trois fois triomphés et l'organisation locale du Parti Démocrate a révélé sa faiblesse.

### e) La question de travaux publics

En ce qui concerne la question de travaux publics ayant été un argument, l'opinion "d'essayons de diminuer les travaux publics inutiles" s'est largement étendu. La critique a surgi contre la liaison triangulaire entre la politique, la bureaucratie et les affaires, et contre l'administration locale dépendant des travaux publics. Il se peut que cela provienne l'accroissement des électeurs pensant à l'utilisation de la source financière, c'est-à-dire qu'elle doit être distribuée au domaine lié aux habitants comme l'éducation, la sécurité sociale et le problème de l'environnement, etc.

**TABLEAU 2**  
(Les élus (maires))

maires des communs	sortants	anciens	nouveaux	femmes	parti	maires des arrondissements spéciaux de Tokyo
25(2*)	14	0	11	1	(a)PLD, PK, NPC	3
3(0*)	2	0	1	0	(b)PD, PL, PSD	0
0(0*)	0	0	0	0	(c)PCJ	0
29(4*)	21	0	8	1	candidats communs**	5
66(8*)	33	0	33	1	sans étiquette politique	0
0(0*)	0	0	0	0	divers	0
123(14*)	70	0	53	3	total	8

[légende]

\* sans élection.

\*\* recommandé par deux groupes, ou bien (a,b), ou bien (a,c), ou bien (b,c).

**TABLEAU 3**  
(Les élus (conseillers municipaux))

Parti	élu	Sortants	anciens	nouveaux	femmes	dernière**
PLD	814 (214*)	749	9	56	16	881
PK	1.140 (19*)	846	1	293	305	1.117
NPC	0 (0*)	0	0	0	0	—
PD	292 (0*)	223	6	63	20	301
PL	11 (0*)	5	1	5	0	5
PSD	239 (6*)	201	3	35	37	295
PCJ	940 (24*)	746	40	154	366	1.033
drivers	92 (0*)	52	2	38	60	117
sans étiquette politique	6.718 (214*)	4.739	219	1.760	432	6.948
total	10.246 (277*)	7.561	281	2.404	1.236	10.697

[légende]

\* sans élection.

\*\* au moment de la dernière élection

## V) Le problème de l'élection locale

### a) Le taux du scrutin

En matière de taux du scrutin à l'élection de 6 maires de chef-lieu de département, à l'élection du maire d'OITA au département d'OITA il a été 54,41%, l'augmentation de 15,66 points par rapport à celle de dernière (le 25 avril 1999), à celle de MITO au département d'IBARAGI ayant effectuée parallèlement à la première fois 51,64%, l'augmentation de 24,12 points par rapport à celle de dernière (le 14 octobre 2001). Cependant, il a été le taux le plus bas jusqu'au présent aux élections de TAKAMATSU (55,06%) au département de KAGAWA, de MATSUYAMA (30,20%) au département d'ÉHIMÉ, et de NAGASAKI (57,63%) au département de NAGASAKI. Et le taux du scrutin d'UTSUNOMIYA (50,41%) baisse 10,84 points par rapport à celui du 25 avril 1999. Il est vrai que le taux de scrutin de MATSUYAMA a été exceptionnellement bas, mais il est le grave problème d'avoir eu 14 circonscriptions ayant le taux moins de 50% à l'élection des maires.

### b) La baisse du taux du scrutin

Selon le résultat ci-dessus, il est nécessaire cependant de faire attention que la baisse du taux du scrutin conduit au résultat poussant le creux de l'autonomie des localités. Selon les résultats des élections des chefs des bourgs (maire = CHOCHO) et des chefs des villages (maire = SONCHO), la moitié est élue sans scrutin. Il est hors de question de ne pas voter et les élus avec le taux de scrutin moins de 50% chargeront l'administration en gagnant le soutien moins de 1/4 des électeurs. Cela diminue les intérêts politiques des électeurs et la surveillance sur la politique s'affaiblit. Finalement, il a contribué à la baisse de conscience autonome. Le problème se situe dans les questions mentionnées ci-dessus. En particulier, le taux plus bas de scrutin se stabilise par rapport à l'élection des élus nationaux étant spécialement baissée en matière de taux de scrutin. Dans la situation ci-dessus, des attributions sont en cours de transfert vers les collectivités locales. Sous l'angle de la surveillance de citoyens sur le pouvoir public ainsi que ci-dessus, le rôle des élections se perd. Il faudra sérieusement réfléchir sur ce problème pour l'avenir.

Sous les points ci-dessus, faut-il imposer la participation substantielle des électeurs vers l'élection, la création du système de vote obligatoire, l'établissement d'obligation de gagner le taux de scrutin de ratio des électeurs environ 1/2 ou 1/3 à l'égard d'élus ? ou non. Il faut avancer ce débat. Sans régler ces questions, l'abandon des activités du régime parlementaire et d'organisation d'administration, le problème se pose sous l'angle de signification substantielle de la démocratie (surtout de la règle de majorité).

## VI) Conclusion

A présent, la date de limite de la loi spéciale relative à l'annexion s'approche déjà de 2 ans après, et l'annexion est étudiée par presque 60 pour cent de 3.241<sup>8</sup> municipalités. Désormais, il est exigé de tirer la conclusion par le biais de référendum local, etc.

On se demande quelle dimension est convenable pour être une municipalité. La question est sérieusement posée si cela dépend de la dimension des services effectués par municipalités, ou cela dépend de la dimension de l'unité traditionnelle et culturelle de ces dernières.

Et il faut encore répéter le problème de l'abstentionnisme, si sans régler ce problème, et l'abandon des activités du régime parlementaire et d'organisation d'administration, le problème se pose sous l'angle de signification substantielle de la démocratie (surtout de la règle de majorité).

(HASEGAWA Ken, Département de l'Éducation générale, Professeur, Droit constitutionnel)

Cet ouvrage est subventionné par l'Université KOGAKUIN.

---

8 Au moment du 1<sup>er</sup> avril 2003.